Appel à communication pour la Journée d'études du jeudi 16 octobre 2025 :

Les espaces et autres supports de l'habiter-ensemble

Lieu : École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg

Par la mise en valeur de l'expression « habiter-ensemble », nous souhaitons interroger les évolutions récentes dans les manières de penser les pratiques collectives dans l'habitat.

L'expression « habiter-ensemble » fait inévitablement écho à celle de « vivre-ensemble ». Cette dernière, généralement mobilisée à propos d'une échelle territoriale urbanistique (le quartier, la ville…), est de plus en plus souvent reprise à l'échelle des logements collectifs (immeubles HLM, copropriétés…) (Demoulin, 2019 ; Fenker et Zetlaoui-Léger, 2022a) - c'est à partir de ce constat que nous proposons l'expression « habiter-ensemble », comme pendant du « vivre-ensemble » à l'échelle des logements collectifs. De fait, ce changement d'échelle semble charrier avec lui les observations et analyses que l'on connaît du vivre-ensemble (Bresson, 2022). La notion se comprend à la fois comme un objet à étudier : comment habite-t-on ensemble, que l'on ait choisi ou non ses voisin.e.s et ses modes de voisinage ? (Haumont et Morel, 2005). Elle se comprend aussi comme une injonction normative en termes de modes de socialité, de mixité sociale et générationnelle, de sobriété écologique et foncière… (Gourvennec, 2022 ; Abdelnour et Lambert, 2020). La notion peut s'appréhender sous une forme minimale : convenir du respect d'un cadre, aussi bien social que réglementaire, assurant la possibilité de partager un même habitat. Elle peut également se concevoir sous une forme maximale : créer une dynamique habitante, faire communauté, faire commun autour d'un même habitat (Lefeuvre, 1999), s'incarnant alors de manière idéal-typique dans les projets d'habitat participatif (Servain, 2023).

L'objet de la journée d'études est de mieux qualifier et questionner ce processus de constitution de l'habiter-ensemble, à savoir dans quelles situations et dispositifs reconnaît-on l'incarnation de l'habiter-ensemble ? Dans quelle mesure cette notion, et les pratiques qu'elle englobe, relèvent, ou non, d'aspirations habitantes, de politiques descendantes, d'intérêts de corps professionnels ? Quels sont les effets de cette promotion de l'habiter-ensemble sur les dynamiques habitantes ? Comment vient-elle travailler les jeux d'acteurs du champ de la production du logement ?

Nous souhaitons pour cela interroger le rôle de différents types de supports de cet habiter-ensemble, autrement-dit les réalités au travers desquelles il s'incarne, les formes qui le sous-tendent. Nous invitons ainsi à analyser les supports spatiaux, architecturaux et matériels (tels que salles communes, espaces de distribution, cours, jardins, terrasses…), également les supports qui participent à l'organisation/gestion collective (Assemblée Générale, conseil syndical, syndic, canaux de communication,…), et plus particulièrement ceux mis en place par des tiers

extérieurs engagés dans ce qui est appelée aujourd'hui une démarche « d'accompagnement » (tels que l'organisation d'ateliers, de formation ou d'autres animation collective).

Cette journée d'études entend ouvrir un espace de dialogues et de questionnements partagés autour de la notion « d'habiter-ensemble ». Ces rencontres sont l'occasion pour l'équipe de la recherche-action *« Coopro : Développer une communauté habitante au sein des copropriétés »* - menée conjointement, de 2022 à 2025, par des chercheurs en sciences sociales et l'association Eco-Quartier Strasbourg - de mettre en discussion les résultats de la recherche Coopro. Cette dernière s'inscrit dans le cadre du programme de recherche *« (Ré)gé(né)rer les copropriétés. Connaître et comprendre les copropriétés, les mobiliser pour la ville durable »*, coordonné par le Puca (Plan Urbanisme Construction Architecture). Co-financée par l'ANCT, l'ANAH et la DGALN, la recherche a particulièrement étudié les dispositifs d'accompagnement que propose l'association Éco-Quartier Strasbourg auprès de copropriétés neuves. Outre le volet académique, cette recherche-action vise à se prolonger, sous la forme d'un « living-lab » ou d'une « ressourcerie pour copropriétés », dont l'expérimentation a débuté fin 2024.

Les contributions attendues interrogeront les formes que prend cet horizon de l'habiter-ensemble en lien avec les urgences écologiques et sociales actuelles. Elles peuvent se nourrir de regards disciplinaires, professionnels et expérientiels variés. La référence à l'« habiter-ensemble » pourra être mobilisée en tant que notion permettant de rendre compte de dispositifs et de situations observées, elle pourra aussi être discutée en tant que notion. Aussi, les contributions peuvent se baser sur une ou plusieurs situations concrètes (observation de la mise en place d'un dispositif visant l'habiter-ensemble) ou bien une réflexion plus théorique autour de la notion proposée. Nous proposons d'orienter les contributions autour des deux axes suivants :

- **Axe 1 : Les supports spatiaux de l'habiter-ensemble**

Dans le milieu actuel de la conception de l'habitat, les innovations valorisées ciblent davantage les espaces du collectif que le logement lui-même. Depuis 2010, nous observons de la part des bailleurs sociaux, comme des promoteurs privés, des initiatives pour développer les « espaces partagés » dans l'habitat collectif (Lebois, 2014 ; Roux, 2021). En témoigne notamment le guide conséquent que leur a consacré en 2018 la Caisse des dépôts et consignation Habitat, premier bailleur de France. Les intentions portées dans ces lieux affichent un triple objectif, à la fois social, économique et écologique. Les « espaces partagés » sont ici différenciés des « espaces communs » car ils répondent à un « usage en particulier » et sont régis par un « contrat spécifique » entre les résidents, complémentaire au règlement de l'immeuble. Sous la diffusion de ce vocable, nous constatons une diversité de lieux et surtout de services, allant de la coursive élargie en « salon d'étage » au jardin partagé en terrasse, ou encore la mise à disposition d'une chambre d'amis.

Dans le but de poursuivre la capitalisation de retours-d'expérience, nous questionnons la valeur ajoutée de ces espaces partagés, notamment sur la conscience d'habiter-ensemble, dans les représentations des habitants, par rapport aux « parties communes », plus souvent associées à des charges subies ? Les modes d'appropriation sont-ils corrélés à des qualités intrinsèques de ces espaces liées à leurs ambitions programmatiques, à leur configuration spatiale, aux moyens investis dans leur aménagement, à leur localisation, à leur mode d'accès... ? La préfiguration spatiale joue-t-elle un rôle dans les modes de partage qui peuvent être initiés soit par des intervenants extérieurs, soit par les habitants eux-mêmes ?

- **Axe 2 : Les supports organisationnels de l'habiter-ensemble**

Nous retenons en particulier les supports organisationnels qui reposent sur l'appui de tiers extérieurs censés provoquer et mettre en place des cadres de dialogue entre les résidents. La référence à la mise en place de formes d'accompagnement des habitants, en particulier sous le vocable de l'Accompagnement à la Maîtrise d'Usage (AMU) (Fenker et Zetlaoui-Léger, 2022b), se donne de plus en plus souvent à voir. Nous faisons l'hypothèse que ce type d'accompagnement répond à différents enjeux, chacun d'entre eux correspondant à des secteurs de la politique publique : l'accompagnement des habitants dans l'appropriation des équipements technologiques complexes visant à la transition écologique (Brisepierre, 2015) ; l'accompagnement des copropriétés en difficulté (Braye, 2012) ; l'accompagnement des habitants dans le travail d'appropriation collective de leurs logements et tout particulièrement de leurs espaces communs, voire de leurs habitats dans des perspectives plus larges (Gourvennec, 2020), pour lesquelles l'habitat participatif forme un horizon de référence.

Aussi nous nous interrogeons sur les rapports qu'entretiennent les différents types d'acteurs se mobilisant autour de ces enjeux (habitants, représentants des politiques publiques, professionnels de l'habitat, professionnels de la participation…) ? Quelles motivations à agir mobilisent-ils, quels freins à l'action peuvent être relevés ? Quelles compétences sont mobilisées et attendues (tant du côté des professionnel.le.s que des habitant.e.s) ? Quels sont les supports individuels et collectifs, mobilisés, ou à mobiliser, par les habitants des immeubles collectifs pour supporter la "charge de travail" que requiert l'habiter-ensemble (connaissances, compétences, disponibilités, légitimité, etc). Quels rapports sociaux sont mis en jeu (collaboration, compétition, négociation, domination, instrumentalisation…) ? Quels champs professionnels et institutionnels se constituent autour des dispositifs relevant de cette notion ? Quels sont les écarts entre les discours et les pratiques, entre les intentions et les réalités ? Quels sont les effets sur le collectif habitant, tant en termes d'injonctions normatives que de formes de résistances (Carriou, Boissonade, 2023) ?

Modalités de transmission des propositions de communication :

Chaque proposition précisera l'axe retenu et comportera un titre, un abstract de 500 mots maximum et les références associées.
Elle sera complétée par une courte présentation (200 mots max.) de ou des auteur.s/autrice.s, leur adresse électronique et leur affiliation professionnelle.

Envoi de la proposition : au plus tard le **27 avril 2025**

Proposition à envoyer à :
mireille.diestchy@strasbourg.archi.fr
valerie.lebois@strasbourg.archi.fr

Réponse aux candidat.e.s retenu.e.s : début juin 2025

Comité de pilotage :

- Mireille Diestchy, sociologue, maîtresse de conférences, ENSAS/AMUP, Strasbourg
- Valérie Lebois, psychosociologue, maîtresse de conférences, ENSAS/AMUP, Strasbourg
- Emmanuel Marx, directeur de l'association Éco-quartier Strasbourg
- Pierre Servain, sociologue, Laboratoire Labers de l'Université de Bretagne, Brest

Bibliographie

Abdelnour Sarah et Lambert Anne, 2020, « 'L'entreprise de soi', un nouveau mode de gestion politique des classes populaires ? Analyse croisée de l'accession à la propriété et de l'auto-emploi (1977-2012) », *Genèse*, n°118, p. 63-84

Bresson Sabrina (dir.), 2022, *Les déconvenues de la participation citoyenne. Pratiques urbaines, pouvoirs et légitimités*, Tours, Presses universitaires François Rabelais

Brisepierre Gaétan, 2015, « 'L'accompagnement des habitants' : une évidence à déconstruire. Étude sociologique auprès des professionnels du bâtiment », rapport pour Leroymerlinsource

Braye Dominique, 2012, « Prévenir et guérir les difficultés des copropriétés. Une priorité des politiques de l'habitat », synthèse du rapport pour l'Agence nationale de l'habitat

Carriou Claire, Boissonade Jérôme, 2023, Chapitre II « Habiter en copropriété peut-il être émancipateur ? Regard croisé sur deux opérations d'accession sociale à la propriété à Paris et à Nanterre » dans Claire Carriou (Dir.). *Pratiques d'émancipation urbaine*. Éditions Le Manuscrit, p.27-53.

Demoulin Jeanne, 2019, *La gestion du logement social. L'impératif participatif*, Presses universitaires de Rennes, « Géographie sociale »

Fencker Michael et Zetaloui-Léger Jodelle, 2022a, « La maîtrise d'ouvrage urbaine face à l'émergence de nouvelles expertises. L'exemple de l'habitat participatif », dans Bresson Sabrina (dir.), *Les déconvenues de la participation citoyenne. Pratiques urbaines, pouvoirs et légitimités*, Tours, Presses universitaires François Rabelais, p133-150

Fenker, M, Zetlaoui-Léger, J., 2022b, « Maîtrise d'usage », *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation*, DicoPart (2ème édition). GIS Démocratie et Participation. https://www.dicopart.fr/maitrise-d-usage-2022

Gourvennec Estelle, 2022, « L'accession sociale à la propriété en habitat participatif : de la participation instituée aux pratiques collectives quotidiennes », dans Girard M., Mésini B. (dir.), *Éco-habiter*, Marseille, Imbernon, p. 98-105

Haumont Bernard, Morel Alain (dir.) : 2005, *La société des voisins, Partager un habitat collectif*, Édition de la Maison des Sciences de l'Homme

Lebois Valérie, « Entre le logement et la rue, des espaces ambigus ouverts à un processus de production plurielle », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 54 / n°3-4, 2014. [En ligne]

Lebois Valérie, « Figurer les frontières du chez-soi » », in Mazzoni C., Grigorovschi A. (dir.), *Strasbourg métropole. Ourlets urbains dans la ville-mosaïque*, éd. La Commune, Paris, 2014, pp.94-101.

Lefeuvre Marie-Pierre, 2023 [1999], « La copropriété en difficulté : faillite d'une structure de confiance », Collection « Recherche » du PUCA, n°242.

Roux Nicole et Camille Noûs, 2021, « Le choix des espaces communs dans l'habité, support écologique et solidaire », *Développement durable et territoires*, Vol. 12, n°2, mis en ligne le 10 novembre 2021, consulté le 12 novembre 2021. URL : http://journals.openedition.org/developpementdurable/18441

Servain Pierre, 2023, *Faire de l'habitat un commun. Les habitats participatifs dans l'Ouest de la France*, Collection Le sens social, Presses universitaires de Rennes.